

Arrêté 2022-173 fixant la liste des supports habilités à recevoir des annonces judiciaires et légales pour l'année 2023 en Martinique

En vertu de cet arrêté, le tarif est conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021

MARCHÉ PUBLIC

FI31306

COMMUNE DE MORNE-ROUGE
7, avenue Edgard Nestoret
97260 MORNE-ROUGE
Tél : 0596 52 30 23
Fax : 0596 52 39 64

Missions d'études, de conseils et d'accompagnement

Pouvoir adjudicateur :
Désignation :
Commune de Morne Rouge
7, Avenue Edgard Nestoret
97260 Morne Rouge
Tél : 05.96.52.30.23
Courriel : mairie@ville-mornerouge.fr
Adresse Internet : <https://www.lemornerouge.com>
L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Statut : Collectivité territoriale
Activité(s) principale(s) : service public
Profil d'acheteur :
<https://www.marches-securises.fr>
L'avis concerne un marché.
Objet du marché :
Missions d'études, de conseils, d'accompagnement et de gestion d'opération.
Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : non
Forme du marché : Marché(s) ordinaire(s)

Type de marché de services : Services courants hors services sociaux, spécifiques et juridiques

Lieu principal d'exécution :
Les locaux du titulaire et la Maison pour tous de Morne Rouge
Code NUTS : FRY20

CPV global à la consultation
CPV principal : 71241000-9
Les prestations sont traitées à prix forfaitaires.

Dévolution en marché unique.
Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché a une durée prévisionnelle de 24 mois.

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Il n'est pas prévu d'avance.

Présentation de candidature :
Dépôt classique : La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaire à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen).

L'acheteur met à disposition des candidats un DUME "Acheteur", c'est à dire que la première partie concernant les informations relatives à la procédure ont été pré-remplies par l'acheteur ainsi que la partie IV concernant les critères de sélection applicables à la passation du marché.

Les informations requises au titre de la partie I seront automatiquement récupérées par le candidat, pour autant que le service DUME électronique cité ci-dessus soit utilisé par l'opérateur économique pour générer et remplir le DUME. Dans le cas contraire, ces informations doivent être introduites par le candidat.

Le DUME Acheteur est disponible sur le profil d'acheteur de la consultation.

Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

Aptitude :
L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant Registre du commerce et des sociétés ou répertoire

des métiers

Capacité technique et professionnelle :

Bureau d'études en ingénierie
Titres d'études et professionnels exigés du personnel d'encadrement
Procédure : MAPA ouvert
Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

Les critères sont notés sur 100.
1. Critère Prix des prestations pondéré à 60 %.

Évalué sur le taux d'honoraires proposés par les candidats

2. Critère Qualité pondéré à 40 %.
Évalué sur la qualité de la méthodologie et des modes opératoires projetés présentés dans le mémoire méthodologique.

Renseignements d'ordre administratif : Numéro de référence du marché :

La présente consultation est une consultation initiale.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 21/09/2023

Date limite de réception des offres : 30/10/2023 à 12:00

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Délivrance du DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur.

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Règlement par mandat administratif et virement du Trésor Public.

Modalités de financement des prestations : Fonds propres de la collectivité.

Avis périodique :

Il ne s'agit pas d'un marché périodique.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Après attribution, aucune forme de groupement ne sera exigée.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres, en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Fort de France

Conditions de remise des candidatures :

La transmission des candidatures se fait obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur :

<https://www.marches-securises.fr>

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

La remise des candidatures contre récépissé n'est pas autorisée.

La présentation d'une candidature sous forme d'un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi des candidatures par voie postale n'est pas autorisé.

Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). Ce document d'habilitation, transmis électroniquement à l'acheteur, est signé par les autres membres du groupement. Cette signature peut être électronique. Elle peut aussi être manuscrite et le document d'habilitation scanné, dans ce cas l'original pourra être exigé par l'acheteur en cas d'attribution.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de

la commande publique.

Autres Informations

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.

Qualification et niveau d'expérience exigés des candidats :

Le maître d'ouvrage souhaite s'entourer de la compétence d'un bureau d'études en ingénierie et ayant une bonne maîtrise des procédures administratives et notamment en matière de commande publique.

TRIBUNAUX

FI31310

Affaire : N° RG 23/00059 - N° Portalis DB3X-W-B7H-THZ2J

Le 27 juin 2023, le Tribunal judiciaire de FORT-DE-FRANCE a prononcé l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire concomitante à la résolution du plan de redressement par voie de continuation à l'égard de :

L'ASSOCIATION AMISOP

Résidence SMHLM
Chateaubouef Ouest - Immeuble Roucou A - RDC

Siren : 513 388 330

Activité : Action sociale sans hébergement

Date de la cessation des paiements :

* Juge commissaire titulaire :

Monsieur Sébastien CARPENTIER,

Juge au TJ de FORT-DE-FRANCE

* Mandataire judiciaire :

La SELARL MONTRAVERS YANG-

TING, représentée par Me Yohann YANG-TING, en qualité de mandataire liquidateur

6 Rue des Arums Anse Mitan 97229 TROIS-ILETS

* Met fin à la mission du commissaire à l'exécution du plan :

La SELARL BCM en la personne de Me Charles-Henri CARBONI

Route de la Pointe des Sables - Lot Hardy Dessources 97200 FORT-DE-FRANCE

COMMISSAIRE DE JUSTICE

La SCP Jean PARENT - Marc-André DESNEUF, en la personne de Me Marc-André DESNEUF, commissaire de Justice

Habitation Bois Carré 97232 LE LAMENTIN

Les déclarations de créances sont à déposer dans les deux mois suivant la présente publication auprès du mandataire judiciaire. Ce délai est augmenté de deux mois pour les créanciers domiciliés hors de la France métropolitaine.

FI31314

Affaire : N° RG 22/00012 - N° Portalis DB3X-W-B7G-THODM

Le 27 juin 2023, le Tribunal judiciaire de FORT-DE-FRANCE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs à l'égard de :

Madame Dominique, Sylvia LORE-DON

Immeuble de la Caisse d'Épargne

69 Rue de l'Abattoir

97232 Le LAMENTIN

SIREN : 523 132 009

Activité : Infirmerie Libérale

* Juge commissaire titulaire :

Monsieur Sébastien CARPENTIER,

Juge au TJ de FORT-DE-FRANCE

Rappelle que les fonctions du juge commissaire prendront fin au jour où le compte rendu de fin de mission du liquidateur aura été approuvé

* Met fin aux fonctions du mandataire judiciaire :

La SCP BR ASSOCIE, représentée par Me Laura BES

Centre d'Affaires Dillon-Valmenière

97200 FORT-DE-FRANCE

FI31318

Affaire : N° RG 22/00028 - N° Portalis

DB3X-W-B7G-THPXV

Le 27 juin 2023, le Tribunal judiciaire de FORT-DE-FRANCE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs à l'égard de :

L'Association FAMILLE DIAMANTI-NOISE

3, Rue Justin Roc

97223 LE DIAMANT

SIREN : 449 701 333

Activité : Actions d'insertion sociale

* Juge commissaire titulaire :

Monsieur Sébastien CARPENTIER,

Juge au TJ de FORT-DE-FRANCE

Rappelle que les fonctions du juge commissaire prendront fin au jour où le compte rendu de fin de mission du liquidateur aura été approuvé

* Met fin aux fonctions du mandataire judiciaire :

La SELARL MONTRAVERS YANG-

TING, représentée par Me Yohann YANG-TING

6 Rue des Arums Anse Mitan 97229 TROIS-ILETS

FI31319

Affaire : N° RG 22/00041 - N° Portalis DB3X-W-B7G-THOZA

Le 27 juin 2023, le Tribunal judiciaire de FORT-DE-FRANCE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs à l'égard de :

Monsieur STEPHEN SOUNDOROM

HABITATION LA FLEURY

97215 RIVIERE SALEE

SIREN : 518 005 236

Activité : Elevage de bovins

* Juge commissaire titulaire :

Monsieur Sébastien CARPENTIER,

Juge au TJ de FORT-DE-FRANCE

Rappelle que les fonctions du juge commissaire prendront fin au jour où le compte rendu de fin de mission du liquidateur aura été approuvé

* Met fin aux fonctions du mandataire judiciaire :

La SELARL MONTRAVERS YANG-

TING, représentée par Me Marie-Hélène MONTRAVERS

6 Rue des Arums Anse Mitan 97229 TROIS-ILETS

FI31320

Affaire : N° RG 22/00050 - N° Portalis DB3X-W-B7G-THUF4

Le 27 juin 2023, le Tribunal judiciaire de FORT-DE-FRANCE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs à l'égard de :

Madame Irma, Judith SYLVESTRE

183 Rivière Calecton

97232 LE LAMENTIN

SIREN : 750 106 072

Activité : Infirmerie Libérale

* Juge commissaire titulaire :

Monsieur Sébastien CARPENTIER,

Juge au TJ de FORT-DE-FRANCE

Rappelle que les fonctions du juge commissaire prendront fin au jour où le compte rendu de fin de mission du liquidateur aura été approuvé

* Met fin aux fonctions du mandataire judiciaire :

La SELARL MONTRAVERS YANG-

TING, représentée par Me Marie-Hélène MONTRAVERS

6 Rue des Arums Anse Mitan 97229 TROIS-ILETS

FI31321

Affaire : N° RG 23/00007 - N° Portalis DB3X-W-B7H-THWWD

Le 27 juin 2023, le Tribunal judiciaire de FORT-DE-FRANCE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs à l'égard de :

Monsieur Daniel, Romuald LAMOTTE

Imm. Gloria - N° 10 Groupe Pierre Chant

Voie 13 Jambette

97200 FORT-DE-FRANCE

SIREN : 488 024 662

Activité : Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier

* Juge commissaire titulaire :

Monsieur Sébastien CARPENTIER,

Juge au TJ de FORT-DE-FRANCE

Rappelle que les fonctions du juge

Arrêté 2022-173 fixant la liste des supports habilités à recevoir des annonces judiciaires et légales pour l'année 2023 en Martinique

En vertu de cet arrêté, le tarif est conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021

commissaire prendront fin au jour où le compte rendu de fin de mission du liquidateur aura été approuvé

* Met fin aux fonctions du mandataire judiciaire :

La SCP BR ASSOCIE, représentée par **Me Laura BES** en qualité de mandataire liquidateur

Centre d'Affaires Dillon-Valmènière
97200 FORT-DE-FRANCE

FI13122

Affaire : N° RG 22/00059 - N° Portals DB3X-W-B7G-THVCL

Le 27 juin 2023, le Tribunal judiciaire de FORT-DE-FRANCE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs à l'égard de :

L'Association GAN JORDAN

12 Anse Gouraud
97233 SCHOELCHER
SIREN : 481 052 744

Activité : Accueil de jeunes enfants

* Juge commissaire titulaire :

Monsieur Sébastien CARPENTIER, Juge au TJ de FORT-DE-FRANCE

Rappelle que les fonctions du juge commissaire prendront fin au jour où le compte rendu de fin de mission du liquidateur aura été approuvé

* Met fin aux fonctions du mandataire judiciaire :

La SELARL MONTRAVERS YANG-TING, représentée par Me Marie-Hélène MONTRAVERS

6 Rue des Arums Anse Miton 97229 TROIS-ILETS

* Désigne en qualité de Mandataire Ad Litem dans le cadre d'une procédure prud'homale :

La SELARL MONTRAVERS YANG-TING, représentée par Me Marie-Hélène MONTRAVERS

6 Rue des Arums Anse Miton 97229 TROIS-ILETS

MARCHÉ PUBLIC

FI13109



VILLE DU CARBET

DÉPARTEMENT DE LA MARTINIQUE AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Nature du marché : Marché public de travaux

Objet du marché :

Aménagement de cabane de pêche et d'un bloc sanitaires/douche au Carbet (2023-TX-004)

Procédure : Marché à procédure adaptée conformément aux articles L 2123-1 du code de la commande publique.

Pouvoir adjudicateur : Monsieur Jean - Claude ECANVIL - Maire de la ville du Carbet

Nom et adresse de l'organisme acheteur :

Ville du Carbet
1, Place Jules Grévy
97221 LE CARBET
SIRET : 219 722 048 000 10

Points de contact : M. CREMAS Tél : 0596 78 00 40 Mail : yvon.cremas@ville-ducarbet.fr

Lieu d'exécution / livraison : Quartier Grand Anse

Le dossier de consultation peut : Être consulté et téléchargé sur le profil acheteur (URL) : <https://www.marches-securises.fr>

Date limite de réception des offres : 23/10/2023 12 :00 (heure de Martinique)

Economie

Fanny Fontan

L'économie martiniquaise s'essouffle au deuxième trimestre 2023



Infographie de l'IEDOM

Dans son enquête sur les tendances conjoncturelles de l'économie martiniquaise au deuxième trimestre 2023, l'IEDOM constate un essoufflement. Le climat des affaires diminue, les prix à la consommation sont en légère baisse et la consommation diminue également. En revanche, le marché du travail conserve sa dynamique favorable. Le nombre de défaillances d'entreprises progresse sensiblement.

Au deuxième trimestre 2023, l'économie martiniquaise montre des signes d'essoufflement. C'est ce qu'indique la dernière enquête de l'Institut d'Émissions des Départements d'Outre-mer, publiée ce mois-ci et relative aux tendances conjoncturelles. « Après un premier trimestre favorable, l'indicateur du climat des affaires fléchit à 99,7 (en recul de 5,7 points), évoluant ainsi à un niveau très proche de sa moyenne de long terme (100). Cette baisse matérialise l'atterrissage pressenti au premier trimestre, faisant suite à une année 2022 très dynamique » note l'IEDOM. Plus qu'un recul de l'activité, c'est sa stabilisation après une période favorable, que traduit cette baisse de l'ICA. Mais l'IEDOM prévient que la situation pourrait se dégrader au prochain trimestre, puisque les chefs d'entreprise anticipent une détérioration de l'activité. « La composante future contribue nettement au recul de l'ICA, traduisant les inquiétudes pour les prochains mois » commente-t-il. L'augmentation des prix de vente est toujours en hausse mais a connu un point d'inflexion depuis la fin de l'année dernière. « Au niveau de la liquidité, les soldes d'opinion sont défavorables depuis plusieurs trimestres sur la trésorerie. Ils se dégradent encore ce trimestre, et ont un impact négatif sur l'ICA. Les anticipations favorables au premier trimestre ne se sont malheureusement pas confirmées. En revanche, la bonne surprise réside dans l'amélioration des délais de paiement au T2 » indique l'IEDOM. Et ajoute que les soldes d'opinion sur l'emploi restent favorables et les investissements sont toujours bien orientés, mais que ces derniers semblent connaître un point d'inflexion après une forte dynamique post-covid. L'indice des prix à la consommation recule de 0,2 % entre fin mars et fin juin 2023, après une hausse de 0,7 % le trimestre précédent. Cette évolution s'explique par la baisse des prix de l'énergie (-1,5 %) et des services (-0,4 %), alors que les prix de l'alimentation sont toujours en hausse (+0,5 %). « Sur un an, les prix progressent de 2,6 % en Martinique, soit une hausse toujours inférieure à celle constatée dans l'Hexagone (+4,5 %) » compare l'IEDOM. Il rappelle qu'un nouvel accord a été signé en juillet pour la modération des prix (Bouclier Qualité Prix), en fixant un prix global maximum pour une liste de produits alimentaires de première nécessité.

Selon l'INSEE, en 2022, le niveau général des prix à la consommation est supérieur de 13,8 % en Martinique par rapport à l'Hexagone. Du côté des entreprises, les prix de vente sont toujours en hausse, mais les chefs d'entreprise sont moins nombreux que par le passé à le signaler. « Les prix à la consommation pourraient progresser à court terme, dans un contexte où le salaire minimum a été réévalué à la hausse de 2,2 % le 1er mai 2023 (après +5,6 % en 2022), et le tarif réglementé de l'électricité de 10 % au 1er août, ce qui pourrait contraindre les entreprises à répercuter ces hausses sur les prix de vente » prévient en outre l'IEDOM. En Martinique, le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) recule de 2,8 % ce trimestre, et poursuit la tendance observée les trimestres précédents (baisse annuelle de 6,3 %). Dans le détail, la baisse trimestrielle est de 2,3 % pour les demandeurs de la catégorie A et de 3,9 % pour la catégorie B. La dynamique de la consommation s'essouffle au deuxième trimestre. La croissance des montants cumulés sur un an des dépenses par carte bancaire CB ralentit (+6,6 %, contre +10,2 % à la fin du premier trimestre). Par rapport au deuxième trimestre 2022, les flux de carte bancaire reculent de 3 % en valeur et de 1,6 % en volume. Si les importations de produits courants sont en hausse ce trimestre (+8,6 % sur un an), les ventes de véhicules neufs et les importations biens de consommation durables sont en repli (respectivement -6,9% et -10,7 % par rapport au premier trimestre). En revanche, les soldes d'opinion sur l'activité des entreprises du secteur du commerce sont en léger recul et le chiffre d'affaires de la grande distribution est stable par rapport au premier trimestre. « Les soldes d'opinion des prévisions d'investissement à 1 an semblent marquer un point d'inflexion depuis le début de l'année, le nombre de chefs d'entreprise ayant pour projet d'investir étant stable » avance l'IEDOM qui précise qu'à la fin du mois de juin 2023, 45 % des fonds européens alloués à la Martinique par la Commission Européenne au titre du programme opérationnel 2014-2020 étaient encore disponibles (soit près de 300 millions d'euros). « Une accélération de la mobilisation de ces fonds pourrait avoir un effet favorable sur l'investissement d'ici la fin de l'année (échéance au 31 décembre pour utiliser ces fonds) » considère l'IEDOM. Concernant les échanges commerciaux, hors produits pétroliers, les importations reculent sur le trimestre (-1,2 %, CVS), en lien notamment avec la baisse des importations de matériels de transport (-17,9 %, CVS). Les exportations hors produits pétroliers sont en très légère baisse (-0,4 % CVS) en raison notamment de la baisse des exportations d'équipements mécaniques, matériel électrique et électronique (-28,6 %, CVS). Les importations de produits pétroliers se contractent fortement (-52,2 %, CVS), de même que les exportations, dans une plus faible proportion (-8,6 %, CVS) par rapport au 1er trimestre. « Au regard de ces évolutions, les importations sont en baisse de 13,5 % (CVS) et les exportations en hausse de 4,6 % (CVS) » ajoute l'IEDOM. Enfin, l'activité se contracte dans l'agriculture et les industries agroalimentaires, ainsi que dans les services marchands. Le solde d'opinion d'activité du secteur agricole et des industries agroalimentaires fléchit légèrement, malgré la bonne tenue des exportations de produits agricoles (+14,3 % sur le trimestre, CVS). Dans le secteur des services marchands, les entrepreneurs jugent que l'activité s'est contractée ce trimestre. Les charges d'exploitation se dégradent, tout comme la trésorerie. Pour autant, les carnets de commandes restent bien orientés. Les défaillances d'entreprises sont en forte progression sur 1 an dans le secteur (+72 %). Enfin, dans le secteur du tourisme, l'activité reste bien orientée, même si la hausse fléchit. Les charges d'exploitation s'améliorent ce trimestre, tout comme la trésorerie. Les nombres de nuitées et de passagers sont en hausse par rapport au trimestre précédent (respectivement +6,6 % et +2,3 %).